

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Band: 133 (1988)
Heft: 3

Artikel: Information, communication : hantise de notre société
Autor: Ehrsam, Jean-Pierre
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-344831>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 22.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Information, communication: hantise de notre société

par le brigadier Jean-Pierre Ehram

La mise au point d'une causerie est fondée tout naturellement sur l'expérience et sur les réflexions qu'elle suggère, comme sur la compilation. En l'occurrence, retenons d'un côté: radio, télévision, journaux; de l'autre: quantité d'articles, de déclarations, d'exposés de personnalités diverses et différentes, de livres aussi, tels plus particulièrement *La liberté dans les médias, ses conditions* (A), cosigné par M^{me} Jeanne Hersch et MM. Gérard Bauer, Werner Kaegi, Leonhard Rössli et Robert Schnyder de Wartensee, ou la *Lettre ouverte à certains journalistes du Palais fédéral et à quelques autres*, intitulé aussi *Défense de l'autorité* (B), de M. Luc de Meuron.

En guise de prolégomènes maintenant, quelques traits caractérisant l'auditeur, le lecteur, le téléspectateur en général, en un mot «l'informé» – terme qui reviendra souvent –, cible du flot tumultueux de l'information, de la communication.

Qui sont les «informés»?

Ils forment plusieurs groupes. Curieusement, plus un groupe est important en nombre, moins ce qui le captive, le passionne, ne présente d'intérêt sur le plan, disons de la connaissance, ou de l'avenir de l'humanité, priorité étant donnée aux catastrophes, aux scandales, à la

politique partisane, au sport omniprésent. Ce sont ces groupes importants qui s'arrachent les journaux à fort tirage; sinon, d'ailleurs, pour qui un fort tirage? Ce sont aussi souvent ces «informés»-là, fort peu touchés par les autres informations, qui écoutent la radio sans l'entendre vraiment en vaquant à leurs occupations, qui regardent de même la télévision, sans trop la voir. C'est ce qui permet finalement de diffuser n'importe quoi, qui conduit à la prolifération proprement aberrante des médias. Que reste-t-il alors de l'information? Question cruciale que devraient se poser chaque matin, au petit réveil, tous les «communicateurs» de la terre.

N'oublions pourtant pas les très nombreux groupes d'«informés», moins importants en effectifs, mais beaucoup plus exigeants en qualité, et pour lesquels les médias qui s'intéressent à eux doivent mettre et mettent souvent beaucoup de soin à la préparation de leurs produits. Les heures de grande audience ne sont cependant que rarement pour eux.

Entrons en matière, avec deux faits divers

Dans ce que l'on appelle, à juste titre, une véritable démocratie, qui n'a

(A) et (B) = références aux ouvrages cités ci-dessus; avec indication de la page (A 154)

à sa tête ni colonel, ni technocrates, dont les citoyens sont libres et égaux devant la loi, un homme, réputé pour son honnêteté, dévoué pleinement à sa profession et à son pays, père d'une belle famille remarquablement élevée, cet homme est, du jour au lendemain, jeté par la presse en pâture à l'opinion publique, à la suite de «révélations» non prouvées faites par un élu du peuple en mal d'idées, «présence politique» oblige. Photo du malheureux, ses nom et prénom en toutes lettres, et même des caricatures, mais oui, accompagnent les textes de nos Zorro modernes «épris de justice».

Dans le même temps, à quelques jours près, dans ce même pays, dans les mêmes journaux, un entrefilet simple annonce l'arrestation, enfin, d'un homme qui vient d'avouer avoir tué, dans d'horribles circonstances, trois jeunes gens, et qui avouera plus tard trois autres crimes. Le nom de cet abject individu? M. P., deux initiales, c'est tout; anonymat protégé, tant que la cause n'est pas jugée. Dame, les Droits de l'homme, ça existe et ça doit tout de même servir à quelque chose!

Mon propos, vous l'avez deviné, n'est pas d'apprécier sur le plan de la justice deux cas qui n'ont ensemble absolument rien de commun. C'est par contre le traitement médiatique infligé à l'un, réservé à l'autre, qui me préoccupe profondément. Car il s'agit bien ici d'information, dont se sont chargés professionnellement des jour-

nalistes. A quelle éthique ont-ils bien pu obéir, ce faisant?

Le 17 juin 1972, réunis en assemblée à Berne, les délégués de la Fédération suisse des journalistes adoptaient une «Déclaration des devoirs et des droits du journaliste». Saluons comme il convient ce document, qui ose énumérer non seulement des droits, mais aussi des devoirs. Il n'est pas inutile de le rappeler, la «Déclaration universelle des droits de l'homme» proclamée en 1948 par l'Assemblée générale de l'ONU contient, elle, 50 fois le mot «droit», alors que «devoirs», «obligation» et «obligatoires» ne sont cités chacun qu'une seule et unique fois!

Premier devoir du journaliste, contenu dans la «Déclaration des devoirs»: «Le journaliste qui recherche, relate, commente les faits et les idées tient pour ses devoirs essentiels de:

»*chiffre 1*: rechercher la vérité, en raison du droit qu'a le public de la connaître et quelles qu'en puissent être les conséquences pour lui-même; [...]

»*chiffre 3*: ne publier que les informations et les documents dont l'origine est connue de lui; [...]

»*chiffre 7*: respecter la vie privée des personnes, pour autant que l'intérêt public n'exige pas le contraire; [...]

Quant à la lettre *a* de la «déclaration des droits», elle fait du journaliste un juge informateur, un prêtre ou un inquisiteur, à choix, oyez plutôt: «Libre accès du journaliste à toutes les

sources d'information et droit d'enquêter sans entraves sur tous les faits d'intérêt public; le secret des affaires publiques ou privées ne peut lui être opposé que par exception, dûment motivée de cas en cas.»

Curieux quand même le fait de sembler préserver d'un côté (art. 7) la vie privée pour, de l'autre (lettre *a*), la livrer sans défense aux «séides moroses de la morasse»!

Il n'entre pas dans notre propos d'étudier ici les critères qui ont conduit une profession à s'arroger délibérément des pouvoirs discrétionnaires que ne connaissent ni les hommes politiques, ni les innombrables chefs d'entreprise qui font vivre ce pays, ni surtout le simple citoyen victime ou témoin d'une injustice.

Disons aussi combien les textes des «Chartes rédactionnelles», autres documents de base de la profession, sont révélateurs du ton général adopté par les journaux et de l'attitude, des méthodes dites d'investigation, du style de leurs collaborateurs.

Pour parler d'information, de communication, il valait la peine, n'est-ce pas?, de relever d'emblée quelques points chocs qui prennent valeur de témoignage et qui puissent ensuite être rappelés au cours de l'exposé.

N'avoir pas commencé par le début est donc plus qu'excusable; c'était nécessaire.

Or, au début, il y eut LE premier quotidien édité en Suisse: le jeudi 2 octobre 1738 paraissait à Neuchâtel le premier numéro de la *Feuille d'Avis*,

chès François Louis Liechtenhan. Les petites annonces s'appelaient alors «Indications». En voici une: «Un Marchand Tanneur à Bâle mettra un de ses Fils en change chès d'honnêtes Gens icy, pour lui faire apprendre le François.»

L'information franchissait ainsi un pas fort important; la communication, au sens moderne du terme, naissait. Aujourd'hui, alors même que la radio officielle, 31 radios locales et la télévision envahissent les ondes, les foyers et les esprits, la presse écrite se porte fort bien.

Quelques chiffres

En 1985, 120 quotidiens tiraient à 2,66 millions d'exemplaires/jour, le *Blick* annonçant le plus fort tirage avec 382 000 exemplaires, *24 heures* se situant à 97 000 exemplaires.

La Suisse était, en 1980, championne du monde de la densité de journaux, avec un journal pour 52 000 habitants (119 000 aux USA, 536 000 en France et 753 000 en Italie).

Les périodiques grand public et les journaux spécialisés comptent 1800 titres, tirant au total à 35,3 millions d'exemplaires (tirage moyen cumulé par numéro, quelle que soit la fréquence de parution).

Le magazine *PRO* est diffusé gratuitement à plus d'un million d'exemplaires.

Dernier chiffre significatif: en 1985, les dépenses publicitaires par le truchement des médias ont atteint en Suisse la somme – que je vous laisse le soin de

qualifier – de 3 milliards 537 millions de francs, soit 73% du budget de la Défense... pour faire consommer.

Ainsi les médias sont-ils bien le principal moyen de communication social, au terme d'ailleurs d'une «évolution qui a laissé derrière elle le droit international et national». «La diffusion massive de l'information a créé un environnement auquel l'homme ne saurait se soustraire.» (A 15)

Autre évolution, la radio romande l'affirmait dernièrement, un journal est une marchandise qu'il faut vendre; la préoccupation commerciale semble donc avoir pris le pas sur l'information.

Or, on sait que pour vendre il faut satisfaire les goûts du client. Le produit est donc fatalement façonné en partie par celui-ci, avec d'autant plus de succès qu'il représente le plus grand nombre. Ainsi, les aspirations actuelles de la masse – sport, musique rock, stars douteuses, distractions fondées avant tout sur la violence et l'objet de son culte: le revolver, mais aussi refus de toutes contraintes, de toutes obligations – sont combinées aux idées que peuvent avoir les médias sur la culture, la politique, l'écologie, l'ordre au sein de la nation, l'économie, et qu'ils veulent propager, imposer, assener sans relâche.

Résultat: une frénésie, dite culturelle, à la radio, à la télévision; bien des journaux à fort tirage – indispensable pour le plus grand nombre! – fréquemment à la limite du tolérable mais, en revanche, au goût du jour. Si le

nivellement des esprits doit être le but que se sont fixé, plus ou moins consciemment, parfois politiquement, un grand nombre de «communicateurs» de plume, de micro et de caméra, alors il leur est permis de pavoiser, on doit être arrivé dans la dernière ligne droite.

Heureusement pourtant, c'est un cri du cœur, il existe encore d'excellents journaux, des émissions de radio et de télévision bien faites, intéressantes, pondérées. Qu'il fait bon lire un bon article, intelligemment conçu, bien documenté, bien écrit, riche d'idées, dépourvu d'esbroufe! Qu'il fait bon se mettre à l'écoute d'une symphonie sobrement présentée, bien interprétée, et dont on vous permet d'entendre tous les mouvements, et pas seulement un extrait, en général peu significatif et mal choisi par les lyriques esthètes de l'émission fourre-tout 6-9, sur la 2, par exemple.

Revenons à l'information, à la communication, cette «interaction entre partenaires» qui est: «Interactive, primaire – échange direct et réciprocité du contact entre les partenaires – ou à sens unique, secondaire, sans réciprocité, qui va de l'émetteur au récepteur. Les mass media existent presque uniquement sous forme de communication secondaire, avec cette particularité: à l'émetteur actif correspond un récepteur essentiellement passif. Le savoir ainsi dispensé, mais non digéré par la réflexion propre de l'auditeur ou du téléspectateur, ne conduit pas à la culture.» (A 21)

Voilà qui échappe parfois à certaines rédactions. Sinon, comment expliquer le gonflement incessant des effectifs de gens chargés de communiquer à leurs pairs la culture?

Pas si grave que cela peut paraître de prime abord; en effet, c'est une approximation, 80% de ce qu'on lit, entend ou voit n'a vraiment pas grand rapport avec la culture, cet héritage d'une richesse fabuleuse fait de perspectives tellement plus vastes, plus profondes, plus diverses que celles qu'offrent la politique partisane, l'économie déifiée et le fanatisme sportif.

Il n'empêche que, qu'on le veuille ou non, «dans une large mesure, vivre c'est communiquer» et «change la façon de communiquer, change la culture» (A 22), ce qui révèle brutalement le danger que court notre civilisation: le gaspillage de l'héritage! Cette catastrophe, du genre décadence romaine, se prépare activement; au nom du changement, parce qu'il faut surtout ne plus rien faire comme jusqu'ici, parce que la valeur d'une civilisation résiderait davantage dans l'avenir que dans le passé, surtout si le passé était fait de contraintes, que l'on comprenait alors et que l'on ne veut plus connaître maintenant, et que l'avenir est fait de l'usage des plus folles libertés.

Ainsi, de plus en plus de freluquets, fraîchement diplômés en toutes sortes de choses, refont l'Histoire à leur manière, au travers de leurs fantasmes, de ce qu'ils ont retenu de l'enseigne-

ment reçu; ils donnent des conseils dans tous les domaines, sans exception, critiquent sans ménagement, donnent des avis définitifs, mais ignorent la valeur du bon sens, de l'éducation, de la courtoisie, du respect dû à autrui.

Et que dire de l'incroyable envahissement des ondes par l'information élevée au rang de vertu culturelle! Sous le titre «Télévisions, la guerre de l'information», l'*Express* du 28 août dernier dévoile les plans de bataille des six chaînes de télévision françaises en matière d'information, plans qui incluent aussi bien les informations que l'aspect culturel de la chose. Un exemple tiré du fouillis inextricable des déclarations, des intentions, des magazines nouveaux, de la multiplication des flashes d'information, cette phrase, qui relève davantage de la motivation économique-publicitaire que du besoin véritable d'information: «La télé du matin est devenue une nécessité...» Vous vous imaginez les Gaulois se réveillant aux aurores prendre le temps de regarder leur télévision, pour se faire dès potronminet une opinion sur les événements de la nuit, dans leur majorité d'ailleurs passés plusieurs fois à l'antenne le soir avant!

C'est bien de ce type de communication qu'il faut parler. Par son action, insidieuse à force de harceler, de marteler sans répit les esprits, par cette action, «elle exerce une influence croissante sur le processus démocratique de formation de l'opinion et de la

décision, sur le sens démocratique, sur l'Etat de droit». (A 49)

C'est profondément inquiétant. Ce qui ne l'est pas moins, c'est l'indépendance absolue dont bénéficie la plupart des gens qui pratiquent, au sens large de ces termes, l'information, la communication; c'est également l'absence totale de responsabilités qui caractérise leur activité qui laisse songeur (on encourt peut-être un reproche, au pire un renvoi, mais c'est si rare). Le plombier, le boulanger, l'ingénieur en informatique, le médecin, le pilote de ligne, tous exercent une responsabilité réelle dont ils répondent: l'eau chaude arrive à la cuisine et non au salon, le pain est comestible, le programme informatique livre des données justes et utilisables, le diagnostic est correct et permet la mise au point de la thérapeutique salvatrice, l'avion se pose à Paris et non pas à Ouagadougou.

Le pouvoir que les médias possèdent ainsi, parce qu'on les a laissés faire et se développer de façon anarchique, parce que les hommes politiques les craignent, parce que nul n'est en mesure de les contrer (ce n'est, par exemple, pas le président-journaliste démissionnaire de l'autorité indépendante de plainte dans les domaines de la radio et de la télévision qui démontrera le contraire), c'est bien ce pouvoir, et les abus qu'il sous-entend, qui donne le frisson, «ce quatrième pouvoir qui est celui de l'information» (A 59), «ce flux d'informations... qui entraîne les autorités

et tous les groupes sociaux dans un tourbillon, les livrant à la pression des médias». (A 81)

Depuis 1738, les agents de l'information, de la communication ont proliféré, ô combien!, et ils prolifèrent encore. Parler d'eux, c'est parler d'un monde à part, un peu comme celui des médecins qui, s'ils ne se sont pas donné des droits et des devoirs, prêtent un serment qui les groupe tout en les isolant aussi. Heureusement, il y a de bons médecins, comme il y a de bons journalistes, «gardiens de la liberté d'expression» (A 79), que nous apprécions, souvent énormément, pour la franchise, la clarté, l'intelligence, l'honnêteté de leurs propos. Mais voilà, la frange qu'ils constituent est bien mince.

Comment les autres «communicateurs» agissent-ils?

Apprentis sorciers pris entre deux systèmes électroniques, l'un les submergeant d'un flot énorme d'informations, l'autre leur permettant de les rediffuser en partie, ils trient, ils choisissent. Ce sont «les hommes qui ont vu l'homme qui a vu l'ours» (A 47). Après avoir trié, ils présentent leur «chose», à leur façon, selon leurs tendances, leurs affinités, la mode, et selon le goût de ceux qu'ils veulent toucher. Pour atteindre leur but, celui qu'ils se sont fixé – c'est leur tabou – ou qui leur a été fixé – ils ont horreur qu'on parle ainsi –, ils jouent de la

surenchère, de la dérision du «normal», de la fiction, des répétitions, de l'intonation, de l'omission. Chasseurs sans patente, mais inattaquables, de «boucs émissaires» si possible sans défense, ils rendent souverainement leur verdict, et ne démentent jamais, ce serait déchoir. «Un être humain ou un événement sera jugé digne ou non d'être présenté dans les médias selon qu'il donne prise à la critique, au dénigrement, ou selon qu'il est capable lui-même de provoquer et de faire sensation.» (A 80)

Ces «faux paladins» de l'objectivité – encore un mot dont ils ont horreur – ont rayé de leur vocabulaire, sauf à l'égard parfois de leurs pairs, les mots: féliciter, louer, encourager, remercier. Ils ne connaissent pas la générosité, l'enthousiasme de bon aloi, la joie de vivre; l'actualité et l'avenir sont à leur yeux, par définition, tristes, moroses, sinistres, prometteurs de catastrophes en tous genres, dont il se pourrait bien finalement qu'ils soient les détonateurs.

N'a-t-on pas trop souvent l'impression, en faisant l'effort d'écouter la RSR, d'avoir affaire à une meute d'agités grinçants et prétentieux, de bavards impénitents, au demeurant néfastes, qui «fait» de la radio pour son propre amusement et ignore superbement l'auditeur. Ces gens confondent, c'est bien évident, excitation et vivacité d'esprit, pensent avoir de l'humour en parlant à tort et à travers de tout et surtout de rien, font un usage infantile et immodéré de sonnet-

tes, de clochettes, de bruitages; ils n'ont pas de vraie opinion, mais font écouter, au téléphone, celle des autres, répartis largement à la surface de la terre et qui doivent bien aussi gagner leur vie, n'est-ce pas!

Quant à la sentencieuse télévision romande, elle agit sensiblement de la même façon, avec parfois plus de lourdeur, plus d'aigreur, pour tenter de faire passer des messages à couleur idéologique qui n'abusent personne. Votre télévision, qui prépare votre week-end et vous donne connaissance de votre météo avant de vous faire voir votre «Maguy», peut se reconnaître parfois dans cette réflexion de François Forestier, de l'*Express* qui, lassé d'assister au déroulement enragé d'un film d'Eddie Murphy, «commençait – je cite – à rêver doucement d'un film suisse, avec des alpages et des flics à bicyclette jodlant après des voleurs de chocolat».

Ajoutons à ce tableau quelques faits précis qui le feront mieux comprendre.

«Dans la politique d'ensemble de l'Etat, les mass media ont à assumer un devoir culturel important: celui de faire communiquer, par-dessus les barrières linguistiques [...]» (A 61) Et qu'ont alors inventé ceux qui ne plient l'échine devant personne? La barrière de röstis, le «Röstigraben»! En prime, ils vous écorchent, avec beaucoup d'application, les noms alémaniques qu'ils ne sauraient – pensez donc! – prononcer correctement; et Kunz devient Künz et Günthardt Gounthardt. Vive nous! C'est ce qu'en

Suisse alémanique on appelle le «charme romand», ce même charme d'ailleurs qui tournera en bourrique le malheureux Thurgovien qui parlera de Monsieur Telamouratze, notre distingué ministre de l'Economie.

Nous nous souvenons tous de la guerre du Vietnam. Commencée par la France, qui l'a généreusement refilée, c'est le terme qui convient, aux Américains, cette guerre nous a valu les pires excès médiatiques à sens unique qui ont, comme par miracle, cessé dès le lendemain de l'armistice.

Depuis lors, cela fait douze ans, on ne parle plus beaucoup du Vietnam, et surtout pas de la reconquête du Sud par le Nord, avec le soutien total de l'URSS; on cite encore moins le Cambodge et le Laos, pourtant imbriqués dans cette guerre atroce qui a fait largement plus de morts et causé plus de misère que la précédente, où seuls les Américains semblaient être en cause et contre lesquels on a dépensé, sans le moindre discernement, tant de salive et d'encre.

On peut aussi citer le Nicaragua, seul pays de toutes les Amériques à compter du personnel militaire soviétique pour renforcer le soutien soviéto-cubain aux sandinistes (*Ni paix, ni guerre*, Hélène Carrère d'Encausse). Mais quelle sollicitude de la part de nos médias à l'endroit de ce pays; quelle sollicitude aussi de la part de bonnes âmes de chez nous, souvent «médiatisées», que ne préoccupent cependant pas ceux qui auraient aussi besoin de sollicitude ici, en Suisse!

Et puis, a-t-on souvent parlé de l'Afghanistan? Ou, pendant six ans, de la guerre Irak-Iran? Pour sortir celle-ci et ses centaines de milliers de morts de l'ombre, il a fallu l'Irangate, la formule qui plaît, née qu'elle est au Watergate du choc des idées de deux journalistes avides de célébrité, quitte à faire renvoyer l'un des meilleurs présidents qu'aient connus les Etats-Unis. Ils récidivent d'ailleurs, ces censeurs ennemis de la censure qui pourrait s'exercer à leur endroit.

Bel exemple de mélasse médiatique, l'incendie d'un entrepôt de Sandoz, à Bâle, dont on a fait un Tchernobâle, parce qu'on a de l'esprit, et parce qu'on veut, par souci d'objectivité (!), lier deux choses qui n'ont aucun rapport entre elles: le nucléaire et la chimie, ce nouveau «monstre» à abattre, nul ne saurait dire pourquoi.

Au centre de ces tourbillons, qu'advient-il de l'«informé», vous, moi, qui finançons l'information, la communication, par nos impôts, nos taxes de concession, le renchérissement des biens dû aux coûts publicitaires, les abonnements à nos journaux? On lui manque surtout de respect, à l'«informé», puisqu'on l'oblige si souvent à subir, sans lui demander jamais, ou presque, son avis. On tente bien parfois de le séduire avec des sondages; quel miroir aux alouettes!

Consommateur, il n'a pas vraiment le choix du produit et peut encore moins influencer sa qualité. Son seul droit, imprescriptible: renoncer, même s'il souhaite être informé, mais

parce qu'il ne tient pas du tout à subir «l'événement qui se prête le mieux à la mise en ondes...» (A 81)

Paradoxe, on ne cesse de lui parler de liberté, à l'«informé», lui qui, pieds et poings liés devant son poste de radio ou de télévision, en est privé. Curieux que ce soit ceux-là mêmes qui n'ont à la bouche que le mot «démocratie» et qui s'en font les champions – le Ciel nous protège! –, que ce soit eux qui pratiquent un totalitarisme rarement égalé en politique; un gouvernement totalitaire, cela se renverse, l'Histoire ne cesse de le montrer, mais vouloir modifier le cours pris par informateurs-«communicateurs», c'est une toute autre paire de manches.

Alors qu'espérer?

Mettons de côté ce que peuvent souhaiter les extrêmes, de droite comme de gauche, leur habituelle dialectique manquant par trop de sensibilité à l'égard de cette difficile question. Ostracisme pardonnable en l'occurrence, puisque des valeurs fondamentales sont en jeu, qui ne sauraient être seulement politisées, au sens excessif du terme.

En effet, «les communications de masse et leur évolution doivent prendre comme mesure l'homme intégré dans la famille, la société et l'Etat» (A 28). «La liberté et le droit, ainsi que la dignité d'homme, doivent servir de base à une éthique des communications de masse, de normes aux relations entre émetteurs et récepteurs,

c'est-à-dire entre l'institution d'émission et l'auditeur ou le téléspectateur.» (A 28/29)

Et voici que naît l'espoir. Il ne fait pas de doute que, le voulant, et ils ne sont peut-être pas si loin que cela de le vouloir, les médias soient tout à fait capables de tenter d'abord une approche de ces principes, d'en réaliser ensuite l'essentiel et d'en parfaire peu à peu le mode d'application. C'est bien évidemment leur demander là une sorte de révolution qui les ramènerait en quelque sorte à la case départ. Mais avaient-ils besoin de la quitter, de l'abandonner comme ils l'ont fait, un peu comme la Révolution française fuyait les principes qu'elle prétendait vouloir imposer?

Le manque de respect de l'«informé», c'est cela. Comme aussi de s'être de moins en moins soucieux de lui, de ses véritables aspirations, du mode de vie auquel il tient plus qu'à celui qu'on voudrait lui imposer, de son désir de continuer à aimer son pays sans être immédiatement taxé de passéiste ou de fasciste. C'est l'avoir forcé à suivre un courant dévié de l'essentiel, où lui, l'«informé», est devenu prétexte commercial, politique ou idéologique.

Mais l'espoir naît quand même. Dès lors, est-il utopique d'espérer un rapprochement entre les réalités de la vie (les besoins de l'«informé») et les réalités médiatiques? La réponse est: non, ce n'est pas utopique, au contraire. Certes, un changement d'orientation exigerait une modification

profonde de certaines conceptions médiatiques, de la patience, beaucoup de patience, des rapprochements, des révisions, l'abandon de prérogatives, et surtout des patrons conscients de la nécessité de modifier le cap et capables de l'imposer; la qualité du produit en dépend et, on le sait pour toutes sortes de raisons, la vente de ce produit-là deviendra plus difficile chaque jour.

Qu'on me permette ici une comparaison un brin périlleuse. Il n'y a pas si longtemps, le corps médical occidental, fort de ses vastes et incontestables connaissances, de son «indispensabilité» acquise et de son «immunité» endogène, n'était guère enclin à composer avec les autres: autorité de tutelle, tiers payants ou garants et... malades, la clientèle. Quelques fortes réactions extérieures ont brusquement ébranlé l'édifice, aux USA d'abord, puis en Europe; cette évolution va s'accroissant dans les pays qui nous entourent, elle est probablement à notre porte. La pléthore de jeunes médecins s'ajoutant à ces ébranlements successifs, la profession semble perdre à la fois son niveau, son lustre et ses avantages; peu à peu les privilèges disparaissent, et aussi certaines de ces attitudes si chères à Molière. Les disciples d'Esculape doivent apprendre maintenant à discuter, à admettre d'autres points de vue, à laisser orgueil ou préciosité au vestiaire, en un mot à se comporter en hommes faisant partie intégrante de la société.

Comparaison n'est pas raison; pourtant, certaines similitudes dans la

situation de ces deux professions, la médecine et le journalisme, ne sauraient échapper à l'observateur. Peut-être même que des enseignements utiles pourraient être tirés de cette évolution naguère impensable.

Trois citations mettent un terme à ce chapitre

Outré que l'Institut de recherches sur les pays de l'Est (Ostinstitut) ait osé, aux fins d'en tirer des conclusions qu'il a rendues publiques, enregistrer 55 heures durant les émissions d'une chaîne de radio suisse pendant d'importantes manœuvres militaires, M. Bernard Béguin, ancien directeur adjoint de la TVR, dans un article paru dans la *Gazette de Lausanne* du 29 juin 1987, en appelle au «vrai libéralisme»; voici sa conclusion: «Toute autre forme de «surveillance» assumée au gré de leurs convictions par des censeurs amateurs relève au mieux de la liberté d'expression et s'expose alors à la contradiction. Au pis, cela relève de l'intimidation et de la chasse aux sorcières. Il est grand temps de dire qu'on ne veut pas de cela.» (AVTA N° 124 du 10.7.87.)

On le sait de source sûre maintenant, la chasse aux sorcières est une chasse gardée.

Deuxième citation, qui a trait à l'éthique professionnelle: «Le public ne mesure pas le degré d'abnégation qu'exige le journalisme. Mais ce désintéressement est à l'origine d'une forte

conscience de sa propre valeur, qui pousse le journaliste à ne plier l'échine devant aucune autorité officielle ou privée.» (A 85) Voilà ce que disait M. Ernst Schürch, D^r h.c., ancien rédacteur en chef du *Bund*.

Dernière citation, due à la plume de M. Gil Baillod, tirée de l'*Impartial* du 23 novembre 1982: «Ah! j'aime bien les entendre pleurnicher, ces journalistes qui étouffent sous le bâillon parce qu'ils croient que la liberté est une affaire de droit absolu, alors qu'il s'agit d'une simple question de dignité.» (B 134)

Il est temps de conclure

Fondée avant tout sur les émissions de forte audience, sur les pages phares de nombre de journaux, les réflexions qui viennent de vous être présentées ne constituent en aucun cas un réquisitoire, car le genre «tribunal populaire» n'est pas du tout de mon goût. Elles sont le reflet de ce que pense le simple «informé» que je suis. Elles ressortissent donc aux éléments d'une sorte d'anamnèse, dont l'appréciation pourrait conduire à envisager la recherche d'attitudes nouvelles.

Alors, imaginons quelles options – exprimées ici comme des vœux – devraient pouvoir être prises par les médias, qui les fassent s'intégrer dans la civilisation à laquelle ils appartiennent. Ces vœux sont ceux de l'«informé» qui tient malgré tout, et n'est-ce pas normal?, à ce que l'on cesse de lui manquer de respect.

Et l'on se prend à rêver que l'information et la communication deviendraient choses naturelles, humaines.

Foin dès lors d'un inutile quatrième pouvoir fondé sur des privilèges, non seulement parce que la Constitution fédérale en contient trois et non quatre, mais parce que ceux qui l'exerceraient ne le pourraient qu'ayant été préalablement élus démocratiquement au suffrage universel. A noter que de telles hypothétiques élections modifieraient certainement sensiblement image et mentalité médiatiques.

Pratiquée avec la volonté de servir, c'est-à-dire sans arrière-pensée d'endoctrinement, mais avec intelligence, esprit, imagination, la communication, tenant compte de la faculté d'absorption de l'«informé», qui n'est pas illimitée, et moins de son goût inné de la «Schadenfreude», agrémenterait la vie de celui-ci plus qu'elle ne la gâterait.

Evoquer des événements graves, tristes, dramatiques, nécessite avant tout de la compréhension, de la compassion, sentiments positifs et réconfortants dans ces moments-là; le scoop en tant que tel, fruit d'une compétition sans pitié au sein même du journalisme, n'intéresse pas vraiment l'«informé».

Les événements heureux, il y en a, peuvent être décrits avec plaisir, joie, enthousiasme; montrer un certain contentement, non seulement à annoncer des nouvelles réconfortantes, mais à les rechercher plutôt qu'à les

ignorer systématiquement, est aussi profitable au «communicateur» qu'à l'«informé».

Que n'a-t-on dit dernièrement au sujet de l'objectivité, ce mythe aux yeux des médias! L'«informé», lui, se soucie moins de la relative difficulté que constitue la recherche de l'objectivité pour le «communicateur» que de la vérité, certes souvent bien difficile à cerner ou à exprimer. Le ton de la relation véridique est différent de celui de la relation traficotée. Puisque cette différence est facilement perceptible, qu'elle n'échappe pas à l'«informé», pourquoi ne pas lui épargner ce qu'au fond de lui-même il désapprouvera toujours: les sophismes?

Bien des émissions dites de grande audience sont, par définition, populaires. Il existe aussi un bon sens populaire, qui est un solide bon sens. Une simple constatation qui pourrait bien conduire à repenser avec bonheur certaines émissions populaires et à en bannir l'indigence ou la pédanterie du propos, la manière irritante et quelquefois méprisante du ton.

De bavards, bien des «communicateurs», abandonnant «m'as-tu vuisme» et «vedettariat», deviendraient ainsi des éducateurs sensibles, cultivés, ce qui ne ternirait pas leur image, bien au contraire, mais les rendrait sympathiques, utiles, intéressants. Il leur serait alors possible de parler d'une véritable «mission à accomplir». Et du coup, l'affirmation de Christian Combaz, dans l'*Eloge de l'âge*, deviendrait caduque: «L'origi-

nalité, aujourd'hui, ne consiste plus guère à devenir remarquable, mais à se faire remarquer.»

Réaliser ces vœux demanderait vraisemblablement aussi une réduction drastique du nombre d'heures d'émissions parlées; l'information serait donnée en trois phases bien séparées se succédant: informations d'agence, commentaires raisonnables, éditoriaux. L'«informé» aurait ainsi le choix – menu ou à la carte – de son information, donc la liberté de choix, forme de cette liberté dont on parle tant. Puis viendrait l'information culturelle, celle qui développe chez l'individu la connaissance, l'esprit, le sens critique, laquelle serait suivie de divertissements délassants, tous gongs, sonnailles et clochettes remisés au magasin des accessoires.

L'évolution culturelle bien comprise par l'«informé» ferait sans nul doute disparaître une partie de ces parasites que sont tant de radios locales et de radios officielles en surnombre, et dont les émissions-bruitages agitées non seulement agacent et dérangent, mais abrutissent irrémédiablement leurs «fans».

Ajoutez à tout cela un réel effort des «communicateurs» dans les domaines de la langue, du ton, de la fantaisie, de la lutte contre la routine et les navets, et vous aurez fait le tour, bien sommaire il est vrai, du sujet.

Utopie, utopie! Oui, si on laisse aller les choses telles qu'elles se présentent aujourd'hui; non, si un vaste mouvement d'opinion, positif, coordonnait

aux échelons nécessaires ses efforts avec ceux des médias qui auraient compris la nécessité du changement, un vrai changement celui-là.

Le respect dû à l'«informé» serait

rétabli, et l'information, la communication, l'éthique du journalisme y gagneraient.

C'est là le point de vue d'un censeur amateur... J.-P. E.

Ecrite en septembre 1987, cette causerie, dont le texte n'a pas été modifié depuis sa rédaction, fut présentée le 30 novembre 1987.

La guerre est un grand drame dans lequel mille causes morales ou physiques agissent plus ou moins fortement et qu'on ne saurait réduire à des calculs mathématiques.

JOMINI